

Outil de politique



#8

Produits alimentaires et agricoles

Outil de politique

Améliorer le fonctionnement des marchés de produits alimentaires et agricoles, tout en contribuant à l'action climatique, grâce à la facilitation du commerce des produits alimentaires.

#8 Produits alimentaires et agricoles



Quelles sont les principales politiques commerciales visant le commerce et les marchés des produits alimentaires et agricoles?

Les politiques commerciales susceptibles d'agir sur le commerce et les marchés des produits alimentaires et agricoles comprennent les droits d'importation, les mesures de soutien interne et les restrictions à l'exportation. Les pouvoirs publics prélèvent souvent des droits d'importation sur les produits alimentaires et agricoles (pour générer des recettes ou protéger les producteurs nationaux, par exemple). En outre, certains gouvernements accordent un soutien au secteur agricole, y compris un soutien directement lié aux prix, à la production ou aux intrants. Enfin, certains gouvernements imposent des restrictions à l'exportation de produits alimentaires, ce qui peut réduire la disponibilité de ces produits sur les marchés mondiaux et faire augmenter leurs prix internationaux.

De quelle manière les politiques visant le commerce et les marchés des produits alimentaires et agricoles sont-elles liées à l'action climatique?

Les changements climatiques devraient non seulement modifier les températures et les régimes pluviométriques à l'échelle planétaire, mais aussi augmenter la fréquence, l'intensité et la durée des phénomènes météorologiques extrêmes (GIEC, 2023). Ces phénomènes sont susceptibles d'affecter les marchés des produits alimentaires et agricoles aussi bien directement (impact sur la production et la productivité) qu'indirectement (impact sur les transports et la logistique, y compris les ports). Parallèlement, en 2019, environ 22% des émissions de GES mondiales ont été générées par l'agriculture, la sylviculture, ou d'autres utilisations des terres (GIEC, 2023).

Le commerce joue déjà un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire mondiale. Une calorie consommée sur cinq – voire sur quatre – dans le monde fait l'objet d'un échange commercial (OCDE-FAO, 2022). Comme les

changements climatiques modifient profondément les rendements agricoles, le rôle joué par le commerce va devenir de plus en plus important car les échanges contribuent à transporter de manière prévisible et fluide les produits alimentaires depuis les zones où ils abondent jusqu'à celles où ils sont nécessaires.

Diverses politiques commerciales agissent sur le commerce et les marchés des produits alimentaires et agricoles, y compris les droits d'importation, les mesures de soutien et les restrictions à l'exportation. Les droits d'importation visant les produits alimentaires et agricoles peuvent faire augmenter les prix intérieurs payés par les consommateurs et le coût des intrants pour les producteurs. D'après le [Portail de suivi des ODD](#), un dispositif interinstitutionnel, la moyenne pondérée des droits appliqués par les gouvernements aux importations de produits agricoles était de 6,2% en 2021.

Cependant, les crêtes tarifaires¹³ sur certains produits agricoles sont souvent bien supérieures à la moyenne, dépassant parfois 1 000% (OMC, 2023b).

Lorsque le soutien public au secteur agricole est directement lié aux prix, à la production ou aux intrants, il peut avoir des effets de distorsion des échanges et des marchés, ce qui entame la compétitivité des producteurs dans d'autres régions, et débouche souvent sur davantage d'émissions de carbone et des modes de consommation des ressources inefficaces ou non

«La production alimentaire et les producteurs locaux sont de plus en plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques. De plus, des rapports récents ont révélé que les systèmes alimentaires sont à l'origine d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre et de 80% de la perte de biodiversité, et utilisent jusqu'à 70% de l'eau douce. Cependant, des systèmes de production alimentaire durables devraient être reconnus comme une solution essentielle à ces défis existants»

António Guterres,
Secrétaire général des Nations Unies,
[Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021](#)

Expériences des Membres de l'OMC concernant les mesures agricoles liées au climat

Depuis 2009, plus de 540 mesures liées au climat affectant le secteur agricole ont été notifiées par 67 Membres de l'OMC ([BDE de l'OMC](#)). Le nombre de mesures notifiées a augmenté régulièrement au fil du temps et a enregistré une forte hausse en 2021 (106).

Les politiques englobent différents types de mesures de soutien visant divers objectifs spécifiques, y compris les pratiques agricoles climato-intelligentes, les services de vulgarisation et d'infrastructure sobres en carbone, le boisement et la réhabilitation des sols dégradés, et l'aide en cas de phénomènes climatiques extrêmes et de pertes de récolte liées au climat.

On dénombre parmi les exemples récents:

- La distribution par l'Australie de guides météorologiques et climatiques régionaux aux agriculteurs, pour les aider à prendre des décisions en matière de gestion des risques et à s'adapter aux changements climatiques (2021).
- Au Chili, les services de vulgarisation et de consultation prévus dans les programmes de préinvestissement dans l'irrigation intelligente et l'efficacité énergétique (2021).
- L'initiative canadienne Cultivons l'avenir 2 (CA2), qui soutient la gestion de l'énergie à la ferme pour économiser l'énergie et réduire les émissions de carbone (2021).
- Les efforts déployés par El Salvador pour adapter les plantations de café aux changements climatiques (2021).
- Les services de recherche tongans sur la durabilité des sols, des cultures et de l'élevage et les systèmes résilients aux changements climatiques (2021).
- En Inde, la Mission nationale pour une agriculture durable (2021).

durables. En même temps, d'autres types de soutien sont importants pour la protection et la préservation de l'environnement, la recherche, le renforcement de l'infrastructure ou les formations visant à aider les agriculteurs à améliorer durablement leur productivité. Les données de l'OCDE pour la période 2020-2022 indiquent qu'en moyenne, le soutien public aux producteurs s'est élevé à 630 milliards d'USD par an¹⁴ ([OCDE, 2023](#)).

Les restrictions à l'exportation de produits alimentaires peuvent limiter la disponibilité de ces produits sur les marchés mondiaux et faire augmenter leurs prix internationaux. Ces mesures peuvent faire baisser les prix intérieurs à court terme, mais aussi avoir un impact négatif sur l'accès aux produits alimentaires à l'étranger, notamment pour les populations vulnérables des économies en développement importatrices nettes de produits alimentaires ([Bouët et Laborde Debucquet, 2017](#)). Les restrictions à l'exportation peuvent aussi inciter d'autres économies à mettre en place des mesures analogues pour maintenir les prix intérieurs à un bas niveau, ce qui entraîne une hausse des cours mondiaux et exacerbe l'instabilité des marchés.

Toutes ces politiques peuvent avoir une incidence sur les plans publics d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements. Les obstacles à l'accès aux marchés qui affectent les technologies et innovations climato-intelligentes dans le domaine de l'alimentation et l'agriculture peuvent aussi freiner l'adoption et l'utilisation de ces technologies et innovations. La réforme des politiques visant le commerce et les marchés peut ainsi soutenir l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements en améliorant la sécurité alimentaire et les résultats nutritionnels, et en renforçant la capacité des producteurs, des consommateurs et des négociants à faire face aux crises imprévues ([OMC, 2022g](#); [OMC, 2022j](#)).

Parallèlement, des systèmes agricoles et alimentaires efficaces et durables peuvent offrir des solutions innovantes pour atténuer les changements climatiques et préserver la biodiversité. Les plans nationaux d'action climatique peuvent jouer un rôle en réduisant les distorsions du marché et en supprimant les restrictions commerciales, en améliorant la concurrence et les normes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et, à plus long terme, en garantissant que les échanges reflètent le coût réel des produits alimentaires et agricoles. Les gouvernements pourraient aussi soutenir les efforts d'atténuation des changements climatiques

et d'adaptation à ces changements en améliorant les programmes environnementaux, les services de consultation, la recherche et les infrastructures rurales.

Par ailleurs, la réforme et la réorientation du soutien au secteur agricole peuvent grandement contribuer au renforcement de la durabilité et de la résilience des systèmes alimentaires ([FAO, PNUD, PNUE, 2021](#); [FAO, OMC, Groupe de la Banque mondiale, 2023](#)).

Quelles mesures pourraient être prises pour aligner les politiques visant le commerce des produits alimentaires sur les plans plus larges en matière d'action climatique?

Des marchés mondiaux de produits alimentaires et agricoles plus ouverts, plus équitables et plus efficaces, soutenus par le système commercial multilatéral fondé sur des règles, peuvent jouer un rôle essentiel dans la définition et l'orientation de l'action climatique internationale ainsi que dans le renforcement de la sécurité alimentaire mondiale, y compris en réduisant l'impact des crises alimentaires qui frappent le plus durement les économies en développement importatrices nettes de produits alimentaires et les PMA.

Les pouvoirs publics pourraient étudier l'impact des restrictions à l'importation et à l'exportation sur les marchés de produits alimentaires et agricoles, ainsi que la façon dont les politiques de soutien agissent sur différents acteurs économiques, en permettant aux consommateurs de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

Il est possible de réduire les émissions liées à la production et au commerce de produits agricoles en modifiant les pratiques agricoles et les modes d'utilisation des terres. Associé à une action climatique coordonnée, le commerce pourrait aussi contribuer à réduire l'empreinte carbone du secteur en permettant aux pays de se spécialiser davantage dans les produits alimentaires qu'ils peuvent produire en ayant une empreinte carbone relativement faible.

L'utilisation des Accords de l'OMC pour limiter les mesures commerciales restrictives peut contribuer à réduire l'instabilité des prix des produits alimentaires et des engrais. Les pouvoirs publics pourraient aussi renforcer la résilience des marchés mondiaux de produits alimentaires et agricoles en communiquant rapidement des renseignements sur les politiques affectant le commerce, y compris en honorant leurs engagements de notification pris à l'OMC, et en participant à d'autres mécanismes d'échange de renseignements comme

le [Système d'information sur les marchés agricoles](#), une plate-forme interinstitutions visant à améliorer la transparence des marchés de produits alimentaires.

Les accords et institutions de l'OMC offrent aux Membres la possibilité de mobiliser des incitations commerciales (accès aux marchés), des ressources budgétaires (soutien interne et concurrence à l'exportation) et un cadre réglementaire fondé sur des principes scientifiques (systèmes sanitaires et phytosanitaires), pour encourager efficacement les innovations agricoles climato intelligentes, la diffusion des technologies et pratiques favorables au climat et une meilleure utilisation des ressources naturelles. En juin 2022, à la douzième Conférence ministérielle de l'OMC, les ministres du commerce ont approuvé un [ensemble de mesures](#), y compris une [Déclaration](#) réaffirmant le rôle vital du commerce pour ce qui est d'accroître la sécurité alimentaire mondiale, une [Décision](#) d'exempter des restrictions à l'exportation les achats effectués par le Programme alimentaire mondial à des fins humanitaires et un [Accord sur les subventions à la pêche](#), qui fait obligation aux Membres d'éliminer les subventions à la pêche les plus préjudiciables.

Par ailleurs, les Membres de l'OMC [négocient](#) actuellement une mise à jour des règles sur les produits alimentaires et agricoles, la question de la sécurité alimentaire revêtant une importance prioritaire en vue de la treizième Conférence ministérielle prévue à Abou Dhabi en février 2024.